

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Location longue durée de véhicules neufs sans
maintenance pour le C.H. de Cadillac**

N° du CCP : 25EEAFLA322

Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux
12 Rue Dubernat
33404 Talence CEDEX
Tél : 05 56 79 56 79

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	3
1.1 - Objet du contrat	3
1.2 - Décomposition du contrat	3
2 - Pièces contractuelles	3
3 - Durée et durée d'exécution	3
3.1 - Durée contractuelle du marché	3
3.2 - Durée d'exécution	4
4 - Prix	4
4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	4
4.2 - Modalités de variation des prix	4
5 - Garanties Financières	5
6 - Avance	5
7 - Modalités de règlement des comptes	5
7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	5
7.2 - Présentation des demandes de paiement	5
7.3 - Délai global de paiement	6
7.4 - Paiement des cotraitants	6
7.5 - Paiement des sous-traitants	6
8 - Conditions d'exécution des prestations	6
9 - Développement durable	7
10 - Constatation de l'exécution des prestations	7
10.1 - Vérifications	7
10.2 - Décision après vérification	7
11 - Garantie des prestations	8
12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	8
13 - Pénalités	8
13.1 - Pénalités de retard	8
13.2 - Autres pénalités spécifiques pour chacun des lots	8
14 - Assurances	8
15 - Clause de réexamen	9
16 - Résiliation du contrat	9
16.1 - Conditions de résiliation	9
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	10
17 - Règlement des litiges et langues	10
18 - Clauses complémentaires	10
18.1 - Clause de Laïcité	10
18.2 - Définition des prestations	11
18.3 - Utilisation des véhicules	11
18.4 - Immobilisation d'un véhicule	12
18.5 - Restitution des véhicules	12
18.6 - Garantie perte financière	12
19 - Dérogations	12

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent :
Location longue durée de véhicules neufs sans maintenance pour le C.H. de Cadillac

Les véhicules loués seront utilisés par le personnel du CH de Cadillac, du groupe Hospitalier Sud Gironde et du GIP Blanchisserie.

Lieu(x) d'exécution :
Centre Hospitalier de Cadillac
89 rue Cazeaux Cazalet
33410 Cadillac

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 2 lots :

Lot(s)	Désignation
01	Catégorie segment B2 sans maintenance - Thermique
02	Catégorie segment B2 sans maintenance - Electrique

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes :
 - Annexe 1 désignation des co-traitants et répartition des prestations ;
 - Annexe 2 comptable assignataire.
- Le cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes :
 - Annexe 1 descriptif technique des véhicules
 - Annexe 2 modalités de la prestation de location
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Les fiches techniques correspondant aux véhicules et prestations proposés par le candidat, comprenant les caractéristiques des véhicules, l'ensemble des options et accessoires disponibles
- Le fichier d'éventuelles questions - réponses posées pendant la consultation
- Les actes de sous-traitance éventuels

La décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) n'est contractuelle que pour la décomposition des prix nécessaires à l'établissement des paiements mensuels et kilomètres supplémentaires. En aucun cas, les quantités indiquées dans ce document n'ont de valeur contractuelle, le prix du marché étant global et forfaitaire.

L'intégration de la DPGF dans les pièces marchés ne modifie en rien le caractère forfaitaire du marché. Il fixe simplement les prix unitaires des prestations chiffrées mais n'engage en rien Centre Hospitalier de Cadillac sur les quantités et les descriptifs de celui-ci.

3 - Durée et durée d'exécution

3.1 - Durée contractuelle du marché

Le marché débute à la date de notification et se termine 2 mois après la date de restitution définitive du dernier véhicule.

3.2 - Durée d'exécution

La durée d'exécution est de 5 ans à compter de la date d'admission du véhicule. Les périodes de livraisons sont détaillées dans les clauses complémentaires du C.C.P. Les candidats devront toutefois préciser leurs délais de livraison dans l'annexe 2 au CCP modalités de la prestation de location.

Une prolongation de la durée d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

4 - Prix

4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

- Les frais d'acheminement des véhicules, d'assurance, de carburant et tous autres frais liés à la livraison* ;
- La présentation des véhicules électriques (pour le lot 2) ;
- Les essais des véhicules (pour les lots 1 et 2),
- La formation du personnel (pour les lots 1 et 2),
- La location des véhicules,
- L'amortissement des véhicules,
- La location de la batterie pour les véhicules du lot 2,
- La garantie pertes financières (y compris éventuels frais de remplacement),
- Les frais de restitution du véhicule, d'assurance, de carburant et tous autres frais liés à la restitution des véhicules.

La perte financière correspond au solde permettant une indemnité intégrale de la valeur du véhicule. Le titulaire souscrita une garantie perte financière pour couvrir la différence pouvant exister à l'occasion d'un sinistre total ou d'un vol, entre la valeur indemnisée par l'assureur et le montant restant dû -tous postes confondus- au titulaire.

*Pour la livraison, un seul bon de commande sera émis par le pouvoir adjudicateur au bénéfice du titulaire. Ce bon précisera les modalités relatives à la livraison. Le titulaire s'engage à livrer simultanément l'ensemble des véhicules du lot concerné.

Il est précisé aux titulaires que les prix des lots 1 et 2 ne comprennent pas la maintenance, la gestion des pneumatiques, le carburant à fournir en cours d'exécution du marché, ni l'assurance des dommages matériels et corporels., qui seront intégralement pris en charge par le pouvoir adjudicateur.

4.2 - Modalités de variation des prix

La date d'établissement des prix est la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans l'offre. Cette date permet de définir le "mois zéro".

Les prix sont actualisables par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

Lot(s)	Formules	Prix concernés
01	$C_n = (010766780 (d-3) / 010766780 (o))$	Prix du lot
02	$C_n = (010766780 (d-3) / 010766780 (o))$	Prix du lot

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient d'actualisation.
- d : date de notification.
- Index (d-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois d diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que la date de notification soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Lorsqu'une actualisation est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, l'actualisation définitive, calculée sur la base de la valeur finale de l'index correspondant, intervient au plus tard trois mois après la publication de cette valeur.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Lot(s)	Code	Libellé
01	010766780	Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 77.11 – Location et location bail de voitures et véhicules automobiles légers
02	010766780	Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 77.11 – Location et location bail de voitures et véhicules automobiles légers

5 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

6 - Avance

Aucune avance ne sera versée.

7 - Modalités de règlement des comptes

7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont les suivantes :

Les locations des véhicules feront l'objet de paiements des loyers mensuellement.

7.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;

- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 26330582300019
- Code service : DAE_LSCP

7.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

7.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

7.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

Il est précisé que seules les prestations de services associées à l'exécution du présent marché, telles que par exemple l'acheminement et la livraison des véhicules dans l'enceinte du CH de Cadillac, peuvent donner lieu à la conclusion d'un contrat de sous-traitance.

8 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Adresse de livraison :

Centre Hospitalier de Cadillac
89 rue Cazeaux Cazalet
33410 Cadillac sur Garonne

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

Formation du personnel :

Le titulaire assurera le cas échéant la formation sur site du personnel du garage chargé d'utiliser et entretenir les véhicules, pour les deux lots : formation à l'utilisation des véhicules et aux vérifications courantes.

9 - Développement durable

Dans le cadre du présent marché, le CH de Cadillac entend procéder à un verdissement de son parc automobile.

Pour ce faire, le titulaire prend en compte les objectifs fixés par la loi d'orientation des mobilités (LOM) du 24 décembre 2019, les articles L.224-6 à L.224-12 du Code de l'environnement, les obligations issues de la loi Climat et Résilience du 20 juillet 2021 ainsi que toutes autres dispositions réglementaires applicables à l'objet du présent marché.

Le titulaire sensibilisera autant que possible, au moment de la présentation et des essais des véhicules, le personnel du CH de Cadillac aux bonnes pratiques environnementales à adopter en cours d'exécution du marché.

10 - Constatation de l'exécution des prestations

10.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

Avant toute livraison ; le titulaire est tenu de prendre contact avec le pouvoir adjudicateur ou son représentant 72 heures avant la livraison, afin de lui confirmer les modalités de la livraison et lui transmettre le certificat provisoire d'immatriculation pour permettre au Centre Hospitalier de Cadillac d'assurer le véhicule. Les véhicules seront livrés au garage du Centre Hospitalier de Cadillac. Les frais et risques afférents au transport jusqu'à ce point de livraison incombent au titulaire du marché. Le titulaire ou son représentant assiste obligatoirement à la livraison de chaque véhicule, par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, et effectue les vérifications.

Le démarrage de la location est conditionné à la signature d'un procès-verbal d'admission par le pouvoir adjudicateur et de la remise de la carte grise afférente au véhicule concerné, ainsi que du carnet de bord détaillé et la documentation technique en français, nécessaires pour une utilisation et un fonctionnement correct de la fourniture livrée et les équipements rendus obligatoires par la réglementation (triangle, éthylotest, gilet jaune...)

Si le titulaire n'est pas en mesure de livrer les véhicules commandés à la date convenue, il doit en informer le Centre Hospitalier et devra proposer des véhicules de prêt en fonction des besoins (modalités à préciser dans l'annexe 2). Cette information ne saurait soustraire le titulaire de l'application des pénalités prévues à l'article 13 du présent C.C.P.

Les vérifications seront effectuées par La personne désignée par le pouvoir adjudicateur.

10.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

En raison de l'objet du présent marché de fournitures (location de véhicules neufs sans maintenance), et par dérogation à l'article 31 du CCAG-FCS, il est précisé qu'aucun transfert de propriété des véhicules n'interviendra à l'admission des prestations.

En effet, pour chacun des lots, les véhicules concernés par l'admission des prestations resteront, pendant toute la durée du présent marché, de la propriété exclusive du titulaire ; le pouvoir adjudicateur ne disposant que de la garde des biens meubles loués.

En tant que locataire des biens meubles, il est rappelé que le pouvoir adjudicateur aura à sa charge l'entretien courant des véhicules pour prévenir leur usure et assurer leur bon fonctionnement (notamment vérifications et contrôles réguliers), les contrôles réglementaires, la maintenance, la gestion des pneumatiques, le carburant en cours d'exécution du marché, la souscription à l'assurance des dommages matériels et corporels, et s'engage à en assurer la conservation et le bon usage, conformément à une utilisation normale et responsable.

11 - Garantie des prestations

Les garanties particulières suivantes sont également prévues dans les conditions suivantes :
Les véhicules étant neufs, ils bénéficient de la garantie constructeur.

12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

13 - Pénalités

13.1 - Pénalités de retard

Pour chacun des lots, lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison des véhicules est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1,0/20 du prix hors taxe de la location par jour de retard de livraison.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

13.2 - Autres pénalités spécifiques pour chacun des lots

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Non prêt de véhicule à la date de livraison	Journalière	1,00/20	En plus des pénalités dues en raison du retard de livraison prévues ci-dessus, le titulaire devra payer également des pénalités de 1/20 ème du prix HT par jour de non prêt à compter du délai indiqué dans les modalités de la prestation de location (délai décompté à compter de l'appel du CH de Cadillac confirmé par courriel dans les 48 heures).

Il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités spécifiques.

Le montant total des pénalités spécifiques n'est pas plafonné.

Les pénalités spécifiques sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

14 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue

de la responsabilité garantie.

15 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution du marché peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent marché.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans le marché, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans le cas suivant :

1) Ajustement du forfait kilométrique. Un point sera fait annuellement sur le kilométrage effectué pour chaque véhicule :

- Dans les cas où le kilométrage est inférieur au kilométrage initialement prévu, un ajustement du montant sera fait. Un titre de recette avec avis de somme à payer sera envoyé au titulaire, qui versera le montant au CH de Cadillac.

Le cas échéant, le Titulaire peut proposer au CH Cadillac une modulation du forfait kilométrique pour l'année suivante entraînant une baisse du loyer mensuel.

Les ajustements seront faits par voie d'avenant.

- Dans le cas où le kilométrage est supérieur au kilométrage initialement prévu, un ajustement du forfait kilométrique et du montant sera fait par voie d'avenant.

Le cas échéant, le Titulaire peut proposer au CH Cadillac une modulation du forfait kilométrique pour l'année suivante entraînant une hausse du loyer mensuel.

Les ajustements seront faits par voie d'avenant.

2) En cas de restitution anticipée, les frais supplémentaires donneront lieu à l'établissement d'un avenant.

16 - Résiliation du contrat

16.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Bordeaux est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

18 - Clauses complémentaires

Les clauses complémentaires s'appliquent.

18.1 - Clause de Laïcité

Le titulaire assure le respect du principe d'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de neutralité et de laïcité du service public.

Il veille à ce que ses salariés ou toute personne sur laquelle il exerce son autorité hiérarchique ou son pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

En premier lieu, ces personnels s'abstiennent de manifester leurs appartenances ou convictions politiques ou religieuses, tant en arborant des signes ou tenues manifestant ostensiblement de telles appartenances ou convictions, qu'en se livrant à des comportements révélant ces appartenances ou convictions. Ils s'abstiennent également de faire état d'opinions de nature politique ou religieuse dans le cadre des contacts directs ou indirects avec les usagers ou les tiers, et ne peuvent notamment se livrer à des actes de provocation ou de prosélytisme.

En deuxième lieu, ces personnels s'acquittent de leurs obligations dans le respect de l'égalité de traitement entre les usagers.

En dernier lieu, ils respectent la liberté de conscience et la dignité des usagers et des tiers.

L'acheteur est informé, à cette fin, des mesures mises en œuvre par le titulaire pour assurer le respect de ces obligations ainsi que des mesures prévues pour remédier aux éventuels manquements.

18.2 - Définition des prestations

Les véhicules mis à disposition devront être neufs et conformes à la législation en vigueur en France. Ils ne devront jamais avoir servi dans le cadre d'une exploitation normale, d'une démonstration ou d'une exposition.

Les véhicules d'un même lot sont tous de marque et modèle identique.

Pour chacun des lots, lors de la livraison, les véhicules feront tous l'objet d'un essai dans l'enceinte du Centre Hospitalier de Cadillac ». Les frais d'acheminement du véhicule, d'assurance, de carburant et tous autres frais liés à la présentation et essai sera à la charge du candidat. Le nombre de véhicule, le kilométrage forfaitaire estimé et les caractéristiques techniques de chaque véhicule sont détaillés dans l'annexe 1 au CCP : descriptif technique des véhicules.

La location couvrira les coûts suivants :

- Les frais d'acheminement des véhicules, d'assurance, de carburant et tous autres frais liés à la livraison* ;
- La présentation des véhicules électriques (pour le lot 2) ;
- Les essais des véhicules (pour les lots 1 et 2),
- La formation du personnel (pour les lots 1 et 2),
- La location des véhicules,
- L'amortissement des véhicules,
- La location de la batterie pour les véhicules du lot 2,
- La garantie pertes financières (y compris éventuels frais de remplacement),
- Les frais de restitution du véhicule, d'assurance, de carburant et tous autres frais liés à la restitution des véhicules,

Il est précisé aux titulaires que les prix des lots 1 et 2 ne comprennent pas la maintenance, la gestion des pneumatiques, le carburant à fournir en cours d'exécution du marché, ni l'assurance des dommages matériels et corporels, qui seront intégralement pris en charge par le pouvoir adjudicateur.

La livraison des véhicules est prévue en fonction du calendrier suivant :

La livraison des véhicules est prévue en fonction du calendrier suivant : Lot	Catégorie de véhicule	Nb de véhicules	Date de livraison
1 thermique	B2	15	05/06/2026
2 électrique	B2	25	05/06/2026

Des véhicules provisoires équivalents seront mis à disposition de l'hôpital en cas de retard de livraison des véhicules du marché, sans coûts supplémentaires, étant précisé que les pénalités prévues à l'article 13 du présent CCP ont vocation à s'appliquer.

Une présentation des véhicules du lot 1 et 2 sur le site du Centre Hospitalier de Cadillac, 89 rue Cazeaux Cazalet 33410 CADILLAC sera exigée. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur préviendra le titulaire. La présentation concernera l'utilisation du véhicule et des options et accessoires, qui seront montrés aux utilisateurs et responsable du garage.

18.3 - Utilisation des véhicules

Pour chaque lot soumissionné, le titulaire indique dans l'annexe 2 au CCP modalités de la prestation de location les éventuelles restrictions à l'utilisation des véhicules liées aux conducteurs (condition d'âge, de date d'obtention du permis...).

Le Centre Hospitalier s'engage à conserver les véhicules en bon état de fonctionnement.

Le Centre Hospitalier reste seul responsable des infractions commises relatives à la conduite et au stationnement des véhicules pendant la durée de la location.

Il s'engage à payer ou à rembourser au titulaire toute amende ou frais de justice incombant au CH de Cadillac dus ou exposés à la suite de poursuites légales ou réglementaires régissant l'utilisation des véhicules.

18.4 - Immobilisation d'un véhicule

En cas de vol ou d'immobilisation totale d'un véhicule en cours de marché, le titulaire s'engage à remplacer le véhicule par un autre identique, aux conditions du marché et au prix du marché.

Une immobilisation totale est définie comme l'incapacité totale d'un véhicule à être utilisé dans le cadre de son activité d'origine, en raison d'un dommage ou d'un accident. Le véhicule devient totalement inutilisable pour son utilisation normale. Il est considéré comme irréparable ou les coûts de réparation dépassent la valeur de remplacement du bien.

18.5 - Restitution des véhicules

A l'issue du marché, le Centre Hospitalier restituera le véhicule dans un état standard compte tenu de son âge, de son kilométrage. La restitution s'effectuera sur le site du Centre Hospitalier de Cadillac. L'examen du véhicule sera concrétisé par un procès-verbal de restitution entre le représentant du Centre Hospitalier et le titulaire. Le véhicule sera muni de tous ses documents de bord.

Le titulaire du contrat proposera un chiffrage objectif des frais de remise en état du ou des véhicules. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de recourir après devis contradictoire à un autre prestataire de service pour la remise en état du ou des véhicules à restituer.

18.6 - Garantie perte financière

Le titulaire souscrira une garantie perte financière pour couvrir la différence pouvant exister à l'occasion d'un sinistre total ou d'un vol, entre la valeur indemnisée par l'assureur et le montant restant dû -tous postes confondus- au titulaire.

19 - Dérogations

- L'article 2 du CCP déroge à l'article 4 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 7.1 du CCP déroge à l'article 11 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 10.1 du CCP déroge à l'article 27.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 10.2 du CCP déroge à l'article 31 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13 du CCP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13 du CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13 du CCP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services